

CONTRE LES **VIOLENCES** FAITES AUX **FEMMES** DANS L'ÉDUCATION NATIONALE



VIOLENCES SEXUELLES

A l'heure où la parole se libère au sujet du harcèlement structurel que subissent les femmes, la responsabilité de l'Education nationale doit être questionnée dans la mesure où les programmes, les préconisations en la matière ne sont pas respectées. Les trois séances obligatoires sur l'éducation à la sexualité par an par niveau de la maternelle à la terminale ne sont pas mises en place dans les établissements.

De nombreux textes (Code de l'éducation, circulaires de 1999 et de 2003) rappellent que ces enseignements doivent être effectués même s'ils sont insuffisants car ils peuvent être trop théoriques voire véhiculer certains clichés. Nous savons que l'éducation est un des meilleurs moyens de lutter contre les stéréotypes sexistes, qui produisent discriminations et violences.

Depuis 2011, des partis, des associations et des groupes liés au milieu réactionnaire catholique (Sens commun, La Manif Pour Tous, Citizengo) exercent une forte opposition auprès du Ministère de l'Education Nationale pour supprimer cette éducation à la sexualité et cette déconstruction des stéréotypes de l'école au lycée : retrait des ABC de l'Egalité ; pressions sur les enseignant-es ; révision du contenu des cours de SVT ; baisse des moyens financiers aux associations intervenant dans les établissements auprès des élèves...

Ces opposant-es sont porteur-ses de violences en nous imposant une société binaire dont les femmes et les élèves sont victimes. L'école doit au contraire déconstruire les stéréotypes, développer des pédagogies antisexistes afin de prévenir les violences faites aux femmes et à toutes les personnes qui ne se reconnaissent pas dans les représentations binaires masculin/féminin.



Un exemple de pratiques

Dans un collège du 93 (Fontenay sous Bois), l'éducation à la sexualité est organisée sur les quatre niveaux en groupes mixtes ou non. Ce sont quelques enseignant-es qui interviennent après une brève formation. En effet les enseignant-es ne sont pas formé-es à cet enseignement ou seulement par le biais des risques (maladies, SIDA, violences etc.) La progression est établie en fonction des demandes des élèves.

Cet enseignement a lieu depuis quelques années et les attitudes des élèves ont changé : moins de propos sexistes, un climat scolaire plus apaisé. Par contre certain-es enseignant-es freinent encore pour participer, illustrant par là que toute la communauté éducative doit aussi travailler sur ses représentations.

Niveaux	Thèmes	Organisation
6ème	Relations filles-garçons – orientation sexuelle - identité sexuelle	Groupes mixtes
5ème	Les modifications morphologiques, physiologiques et comportementales au cours de la puberté	Filles et garçons séparés
4ème	L'image de la sexualité à travers les réseaux sociaux, internet et les médias – le cybersexisme	Groupes mixtes
3ème	Les jeunes et la pornographie – Lois autour de la sexualité	Filles et garçons séparés



AU DELA DES VIOLENCES SEXUELLES, LE POIDS DES STÉRÉOTYPES...

Stéréotypes dans l'Éducation : professeure, un métier « idéal » pour rester (ou redevenir) femme au foyer

L'organisation de notre société incite les femmes à choisir l'enseignement, permettant de concilier vie professionnelle et vie familiale. L'idée selon laquelle les femmes doivent, plus que les hommes, adapter leur vie professionnelle à une vie familiale dont la responsabilité leur incombe, a la vie dure.

Outre la flexibilité d'emploi du temps que permet le second degré, elles occupent aussi plus souvent des emplois à temps partiel, souvent subis : aujourd'hui dans l'Éducation nationale, environ 12 % des femmes sont à temps partiel, contre 3 % des hommes. Ce travail à temps partiel, de même que les inégalités d'avancement de carrière, engendrent de fortes inégalités salariales et de retraite.

Filles et garçons intériorisent les stéréotypes

Filles et garçons continuent à se conformer à ce qui est présenté comme leur domaine respectif de compétence dans des schémas socioprofessionnels fortement stéréotypés. Cette persistance des choix sexués est autant le fait des garçons que des filles. Par exemple, 8 garçons sur 10 se jugeant fort-es en mathématiques vont en filière scientifique, contre 6 filles sur 10.



Contre toutes les formes de violences faites aux femmes, SUD éducation appelle à participer massivement à toutes les initiatives à l'occasion de la journée du 25 novembre.

Pour construire une autre école et une autre société, SUD éducation revendique

Pour les élèves

- la **réintégration du concept de genre** dans les textes officiels et sa prise en compte dans l'élaboration des programmes
- la **production de manuels qui fassent une place à l'histoire des femmes**, non pas sur un strapontin dans des dossiers documentaires annexes, mais dans le corps du texte et le fil de l'Histoire (documents-sources d'auteurs, féminisation des textes, évocation systématique de la place des femmes, vision genrée des événements et des concepts)
- la **mise en œuvre de pratiques de classe favorisant la circulation égalitaire de la parole, les pratiques collaboratives**, l'apprentissage de toutes les disciplines (littéraires, scientifiques, artistiques, sportives) pour toutes et tous
- l'**effectivité des séances d'éducation à la sexualité prévues dans les textes officiels et la prise en compte dans ces séances d'une perspective non-hétérocentrée**, qui mette sur un pied d'égalité toutes les orientations sexuelles et toutes les identités de genre
- la **mise en place de dispositifs dédiés** (comme l'étaient les ABCD de l'égalité) **permettant aux élèves de réfléchir spécifiquement aux discriminations et stéréotypes de genre**, et de les déconstruire
- la **promotion de projets via les CESC, et d'interventions d'associations ou organisations** (Planning Familial, SOS Homophobie par exemple) pour compléter les actions et pratiques pédagogiques mises en œuvre dans les établissements

Pour les personnels

- l'**inscription dans les textes de l'arrêt du gel de la note administrative en cas de congé maternité ou parental** (comme c'est déjà le cas dans la fonction publique hospitalière)
- une **politique de prévention et de suivi via les CHSCT s'agissant des cas de harcèlement, et la mise en place systématique de la protection fonctionnelle**, qui est de droit
- la **mise en place dans la formation initiale de modules obligatoires sur les problématiques de genre**, pour les futur-es enseignant-es (selon un volume horaire identique dans toutes les ESPE), et pour toutes les autres catégories de personnel (CPE, agent-es)
- un **renforcement de l'offre de formation continue sur ces questions**
- le **développement des services de la petite enfance** pour que les choix professionnels en soient vraiment
- une **rotation des tâches** chez les ATTEE pour ne pas reproduire une division sexuée du travail où les femmes sont le plus souvent assignées aux tâches polyvalentes (faire le ménage, servir les repas) tandis que les hommes occupent les postes techniques ou de supervision (chef cuisine, chef d'équipe)

Pour toutes et tous, personnels et élèves

- Le **refus de toute discrimination** fondée sur le genre, l'origine, l'orientation sexuelle
- Le **droit à chacun-e de s'épanouir dans l'identité qui est la sienne, hors des stéréotypes sexistes** assignant hommes et femmes à tel ou telle apparence, comportement, rôle social